

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article III- 210

Déposée par Monsieur Alain Lamassoure

Qualité : - Membre

---

#### Article III-210 (ex article 22)

1. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions visées au présent chapitre sont à la charge du budget de l'Union.
2. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget de l'Union, à l'exception des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense et des cas où le Conseil en décide autrement à l'unanimité.

Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget de l'Union, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement. Pour ce qui est des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, les États membres dont les représentants au Conseil ont fait une déclaration formelle au titre de [l'article 9, paragraphe 1, deuxième alinéa], ne sont pas tenus de contribuer à leur financement.

**2bis Par dérogation à l'article III-306 (procédure budgétaire annuelle), le ministre des affaires étrangères élabore le chapitre du projet de budget de l'Union relatif aux dépenses de la PESC, dans le respect du cadre financier pluriannuel. En cas de désaccord entre le Parlement et le Conseil à l'issue de la procédure budgétaire, le montant proposé par le ministre des affaires étrangères pour ces dépenses est inscrit au budget.**

3. Une décision du Conseil établit les procédures spécifiques pour garantir l'accès rapide aux crédits du budget de l'Union destinés au financement d'urgence d'initiatives dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune et notamment aux activités préparatoires d'une mission visée à [l'article 32, paragraphe 1, partie I] de la Constitution.

Les activités préparatoires des missions visées à [l'article 32, paragraphe 1 de la Partie I] de la Constitution, qui ne sont pas mises à la charge du budget de l'Union, sont financées par un fonds de lancement, constitué de contributions des États membres

Le Conseil adopte à la majorité qualifiée sur proposition du Ministre des Affaires étrangères:

- a) les modalités de l'institution et du financement du fonds, notamment les montants financiers alloués au fonds ainsi que les modalités de son remboursement;
- b) les modalités de gestion du fond;
- c) les modalités de contrôle financier.

Lorsqu'il envisage une mission visée à [l'article 32 paragraphe 1], de la Partie I de la Constitution, qui ne peut être mise à la charge du budget de l'Union, le Conseil autorise le Ministre des Affaires étrangères à utiliser ce fonds. Le Ministre des Affaires étrangères fait rapport au Conseil sur l'exécution de ce mandat.

---

**Explication :** La reprise du montant proposé par le Ministre dans le cadre de la procédure annuelle en cas de désaccord entre le Conseil et le Parlement européen est une garantie que le montant des crédits PESC sera suffisamment important pour éviter une procédure lourde de virement de crédits ou de budget rectificatif en cours d'année pour lequel le Parlement européen doit donner son accord.